

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1985 B 00033 Numéro SIREN : 689 800 225 Nom ou dénomination : BOCAGE
--

Ce dépôt a été enregistré le 02/07/2019 sous le numéro de dépôt 9744

Greffe du tribunal de commerce d'Angers



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 02/07/2019

Numéro de dépôt : 2019/9744

Déposant :

Nom/dénomination : BOCAGE

Forme juridique :

N° SIREN : 689 800 225

N° gestion : 1985 B 00033



Greffe du tribunal de commerce d'Angers
BP 80003 - 19 rue René Rouchy 49055 ANGERS CEDEX 02
09:00 - 11:45, 13:30 - 16:30
Téléphone : 02.41.87.89.30
www.greffe-tc-angers.fr - www.infogreffe.fr

LV/1985 B 00033
BOCAGE
ROUTE DE CHAUDRON-EN-MAUGES
SAINT-PIERRE-MONTLIMART
49111 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE

Nos références : LV/1985 B 00033

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT
(Articles R.123-102 et R.123-111 du code de commerce)

Concernant la société :

Société par actions simplifiée BOCAGE

ROUTE DE CHAUDRON-EN-MAUGES
SAINT-PIERRE-MONTLIMART
49111 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE

SIREN : 689 800 225

N° de gestion : 1985 B 00033

Le greffier soussigné constate le 02/07/2019 le dépôt, enregistré sous le numéro 2019/9744, des actes et pièces suivants :

- Les documents comptables sociaux de l'exercice clos le 31/12/2018

Récépissé délivré le 14/08/2019

Le greffier
ME PAILLE



M. Paille

N° TVA intra. FR11317782605 - IBAN FR76 3004 7142 9900 0213 0720 131
Membre d'une association agréée, le règlement par chèque des honoraires est accepté
SIREN : 317 782 605 R.C.S ANGERS - N° TVA intracommunautaire : FR11317782605
IBAN : FR7630047142990002130720131 CMCIFRPP



M. Paille

BOCAGE

S.A.S. au capital de 30.140.586 Euros
Siège social : 49111 SAINT PIERRE MONTLIMART CEDEX

R.C.S. ANGERS B 689.800.225

ARRIVÉ AU GREFFE DE COMMERCE

LE 02 JUL. 2019

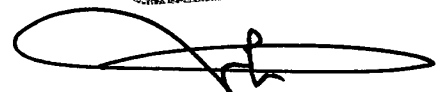
Extrait du Procès Verbal des décisions de l'Associé unique en date du 7 Mai 2019
affectant le résultat de l'exercice clos le 31 Décembre 2018

CINQUIEME DECISION

L'Associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à **4.281.997,04 €** de la façon suivante :

-	Réserve légale	- 303.327,91 €
-	Report à Nouveau débiteur	- 3.978.669,13 €

 CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL



BOCAGE

*Société par Actions Simplifiée
au capital de 30.140.586 Euros*

**SAINT PIERRE MONTLIMART
49111 MONTREVAULT SUR EVRE**

**Exercice clos le 31 décembre 2018
Rapport sur les comptes annuels**



**Sylvain BEGENNE
Sophie DELSAUX
Rémi LAMBERT**
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit - Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre - CS 60119 - 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX
Tél. 02 41 22 22 30 - Fax 02 41 47 47 95 - E-mail : beaucouze-audit@tgs-france.fr

Société de commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers | S.A.S au capital de 46 200 € | RCS Angers 333 087 039 | APE 6920 Z | Siège Social : Parc d'Activités Angers-Beaucouzé - 1 rue du Tertre - CS 60119 - 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX | Tél. 02 41 22 22 30 - Fax 02 41 47 47 95
Membre du Groupe Soregor | www.tgs-france.fr



PG_TGS_A 209



Mac

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'associé unique de la société BOCAGE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BOCAGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

BOCAGE S.A.S. au capital de 30.140.586 €
SAINT PIERRE MONTLIMART - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE
RCS 689 800 225

1/4

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ✓ Les notes « Règles et méthodes comptables » et « Immobilisations incorporelles » de l'annexe exposent les règles d'évaluation retenues par votre société relatives aux fonds commerciaux. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et la présentation qui en est faite.
- ✓ La note « Stocks » de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et la dépréciation des stocks. Les diligences que nous avons effectuées sur le suivi des stocks et les méthodes de valorisation mises en œuvre, nous permettent de conclure sur la fiabilité des procédures et la correcte évaluation des stocks inscrits à l'actif du bilan.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-4 du code de commerce.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

BOCAGE S.A.S. au capital de 30.140.586 €
SAINT PIERRE MONTLIMART - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE
RCS 689 800 225

3/4

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé, le 29 avril 2019

Pour **TGS France Audit**,



Sylvain BEGENNE

Commissaire aux Comptes

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	207 692	161 600	46 092	11 827
Fonds commercial	30 039 566		30 039 566	32 077 810
Autres immobilisations incorporelles	804 000		804 000	104 000
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	31 051 258	161 600	30 889 658	32 193 637
Terrains	174 935		174 935	174 935
Constructions	9 569 946	7 275 285	2 294 661	2 938 872
Installations techniques, matériel	31 166	18 547	12 619	17 641
Autres immobilisations corporelles	8 403 003	7 098 802	1 304 201	2 019 042
Immobilisations en cours	15 381		15 381	7 078
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	18 194 431	14 392 634	3 801 797	5 157 569
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	2 243 887	2 243 887		
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	259 163		259 163	259 163
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 008 555		1 008 555	932 877
TOTAL immobilisations financières	3 511 606	2 243 887	1 267 719	1 192 040
Total Actif Immobilisé (II)	52 757 295	16 798 121	35 959 174	38 543 245
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	11 116 649		11 116 649	12 821 731
TOTAL Stock	11 116 649		11 116 649	12 821 731
Avances et acomptes versés sur commandes	6 265		6 265	52 458
Clients et comptes rattachés	631 023	29 993	601 030	378 807
Autres créances	2 003 298	706 159	1 297 139	1 117 716
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	2 634 321	736 152	1 898 170	1 496 523
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	782 751		782 751	232 328
TOTAL Disponibilités	782 751		782 751	232 328
Charges constatées d'avance	45 443		45 443	62 908
TOTAL Actif circulant (III)	14 585 429	736 152	13 849 277	14 665 947
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	67 342 724	17 534 272	49 808 451	53 209 193



M. C. L.

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 30 140 586)	30 140 586	30 140 586
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		1 521 661
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	852 571	852 571
Réserve légale	303 328	404 541
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	303 328	404 541
Report à nouveau		-839 234
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-4 281 997	-783 641
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	27 014 488	31 296 485
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	150 300	583 500
Provisions pour charges	1 578 303	1 281 423
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	1 728 603	1 864 923
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	519 027	4 201 375
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	12 703 932	7 605 651
TOTAL Dettes financières	13 222 959	11 807 026
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 276 808	4 650 091
Dettes fiscales et sociales	3 005 305	3 060 212
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	555 526	530 456
TOTAL Dettes d'exploitation	7 837 639	8 240 759
Produits constatés d'avance	4 762	
TOTAL DETTES (IV)	21 065 360	20 047 785
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	49 808 451	53 209 193



Malet

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	46 982 736	1 504 917	48 487 653	51 022 284
Production vendue biens	115 997		115 997	72 785
Production vendue services	768 048	41 072	809 120	532 397
Chiffres d'affaires nets	47 866 782	1 545 989	49 412 770	51 627 487
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			30 000	4 165
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			349 466	297 125
Autres produits			44 508	37 290
Total des produits d'exploitation (I)			49 836 745	51 966 067
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			19 604 655	20 840 002
Variation de stock (marchandises)			1 705 082	664 955
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			362 977	366 567
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			15 393 960	14 967 026
Impôts, taxes et versements assimilés			884 218	979 719
Salaires et traitements			9 584 653	9 291 331
Charges sociales			3 104 326	2 916 625
Dotations sur immobilisations			1 655 226	2 097 509
Dotations d'exploitation				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			1 409	10 169
Pour risques et charges : dotations aux provisions			87 882	41 862
Autres charges			80 395	90 884
Total des charges d'exploitation (II)			52 464 782	52 266 649
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-2 628 037	-300 582
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			8 835	1 798
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				8 625
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				67 527
Total des produits financiers (V)			8 835	77 950
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			215 982	194 657
Différences négatives de change			269	7 668
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			216 250	202 325
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-207 415	-124 376
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-2 835 452	-424 957



Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	239 443	102 823
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 118 380	640 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	285 000	127 465
Total des produits exceptionnels (VII)	1 642 823	870 288
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	269 571	323 796
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 224 943	266 786
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	596 720	638 781
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 091 234	1 229 362
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-1 448 411	-359 075
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-1 866	-391
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	51 488 403	52 914 305
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	55 770 400	53 697 945
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-4 281 997	-783 641



Mme

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est 49 808 451,22 EUR et le résultat s'élève à -4 281 997,04 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 et règlements modificatifs suivants ainsi qu'aux dispositions du Code de Commerce.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation n'est pas limitée dans le temps font l'objet d'un test de dépréciation .

La société considère que son activité n'a pas de durée limitée.

En conséquence, dans le cadre de l'application du règlement précité, les fonds commerciaux font l'objet d'un test de dépréciation annuel dont les modalités sont décrites ci-après.

Dérogations aux principes comptables

Il n'a pas été dérogé aux principes comptables pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu ; par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Faits caractéristiques

Aucun fait significatif n'est à signaler au cours de cet exercice.



Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultats

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce incluant les droit-au-bail, font l'objet d'un test de dépréciation. Le test de dépréciation a été mis en œuvre à la date de clôture selon les modalités décrites ci-après.

Périmètre : Le test de dépréciation porte sur les éléments incorporels, fonds commerciaux et droit-au-bail, de la société.

Méthode : La méthode d'évaluation des actifs s'appuie sur les comptes du dernier exercice ainsi que le prévisionnel 2019 et projections sur les années suivantes. Un flux de trésorerie normatif a été déterminé à partir de ces différents éléments. Ce flux normatif est par hypothèse capitalisé sur une durée infinie.

Les flux ainsi déterminés sont ensuite actualisés .

Résultat : Le test conduit à ne pas déprécier les actifs correspondants.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements aménagements constructions	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire/Dégressif	5 ans
Agencements installation aménagements	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Matériel et mobilier commerciaux	Linéaire	5 ans

Les droits au bail, fonds de commerce et droit d'entrée représentent au 31 12 18 une valeur de 30 843 566 €

Les sorties d'actifs sont consécutives à des cessions normales de biens pour fermetures de magasins ou suite à des mises au rebut en raison de modification du concept commercial.



Mme

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Des dépréciations sur les participations de diverses filiales sont comptabilisées au 31 12 2018 pour un montant 2 243 887 €

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des frais d'entreposage, conditionnement, emballage et transport.

Des dépréciations sont pratiquées lorsque leur valeur réalisable nette est inférieure à la valeur comptable. Elles sont directement déduites des valeurs de stocks qui sont inscrites au bilan pour leur montant net.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale

Valeur mobilières de placement

Néant

Provisions règlementées

Néant



Provisions pour risques et charges

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite et charges y afférentes, pour l'ensemble du personnel, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies.

L'évaluation de la provision est réalisée selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation.

Conformément aux usages et aux recommandations de la CNCC, le taux nécessaire au calcul des indemnités de fin de carrière pour l'établissement des comptes sociaux est le taux de référence IBOXX AA10+.

Ainsi, l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite tient compte notamment :

- du taux d'actualisation IBOXX AA10+ soit 1,62 % au 30/11/2018 (Inflation comprise)
- du taux de charges sociales 43%
- du taux de rotation du personnel déterminé en fonction de la catégorie et du statut du salarié
- de l'âge de départ à la retraite : Départ entre 60 et 67 ans en fonction de la date de naissance
- du taux de revalorisation des salaires de 2%
- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2017
- le départ en retraite pris à l'initiative du salarié

Le résultat de l'exercice clos le 31 12 2018 tient compte :

- une dotation aux provisions d'exploitation pour 25 682 €
- une reprise de provision d'exploitation pour 24 792 €

Les autres provisions ont été constituées pour couvrir des risques et charges que des événements futurs rendraient probables



Mane

Engagements financiers et autres informations

Rémunérations des dirigeants

L'organe de direction n'est pas rémunéré.

Crédit-bail

Néant

Engagements de garantie donnés

La société BOCAGE a délivré des cautions bancaires pour garantir des contrats commerciaux auprès de bailleurs.

Il n'y a pas d'effet escompté non échu.

Couvertures de change

Les Couvertures à Terme réalisées sur le Dollar sont comptabilisées à échéance, sur la base du cours comptant, plus ou moins le report/déport, soit le cours à terme

Au 31 Décembre 2018, les couvertures à terme (CAT) mises en place à échéance 2019, relatives aux achats des produits chaussures sont de 2 000 000 USD pour les produits de la saison ETE 2019

Dettes et garanties de suretés réelles

Néant

Transactions avec des parties liées

Aucune transaction significative et non conclue aux conditions normales du marché, effectuée avec des parties liées au sens de l'article R 123-199-1 du code de commerce n'a été recensée.



Intégration fiscale

Notre société a depuis le 1er janvier 2011 opté pour le régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts et, qu'à cet effet notre société mère ERAM SAS reste seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

La convention d'intégration fiscale place la société BOCAGE dans la situation qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En application de la convention d'intégration fiscale, la société BOCAGE n'a pas comptabilisé de redevance d'intégration fiscale au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Elle a néanmoins comptabilisé au titre de cette intégration fiscale un crédit d'impôt de 1 866 €

Autres informations

CICE:

Le CICE 2018 s'élève à 492 071 €. Il est utilisé au financement de l'amélioration de la compétitivité, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution du fonds de roulement.



Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et amortis
	Frais d'établissement et de développement	(I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	32 339 502		750 000
	Terrains		174 935		56 514
Constructions	Sur sol propre		1 837 878		131 866
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		8 063 044		184 552
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		32 546		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		3 470 456		97 281
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		5 350 126		96 534
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours		7 078		15 381
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)		18 936 063		582 127
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		2 243 887		
	Autres titres immobilisés		259 163		
	Prêts et autres immobilisations financières		932 877		87 767
	TOTAL (IV)		3 435 927		87 767
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		54 711 492		1 419 894

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement	(I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)		2 038 243	31 051 258	
	Terrains			56 514	174 935	
Constructions	Sur sol propre			131 866	1 837 878	
	Sur sol d'autrui					
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			515 528	7 732 068	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			1 380	31 166	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			307 836	3 259 901	
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau et mobilier informatique			303 557	5 143 102	
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours		7 078		15 381	
	Avances et acomptes					
	TOTAL (III)		7 078	1 316 682	18 194 431	
	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				2 243 887	
	Autres titres immobilisés				259 163	
	Prêts et autres immobilisations financières			12 088	1 008 555	
	TOTAL (IV)			12 088	3 511 606	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		7 078	3 367 013	52 757 295	



Mme

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		145 865	15 735		161 600		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre	1 813 895	3 976	1 680	1 816 191		
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements	5 148 155	826 467	515 528	5 459 093		
Installations techniques, matériels et outillages		14 905	5 022	1 380	18 547		
Autres Immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	2 826 569	324 058	307 836	2 842 791		
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 974 971	584 598	303 557	4 256 011		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		13 778 494	1 744 121	1 129 981	14 392 634		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		13 924 359	1 759 856	1 129 981	14 554 233		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais étab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
Install.							
Autres Immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M. Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							



Malet

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige	298 500	58 300	208 500	150 300
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	1 281 423	29 582	24 792	1 286 213
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	285 000	292 090	285 000	292 090
TOTAL (II)	1 864 923	379 972	516 292	1 728 603
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	2 243 887			2 243 887
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	30 858	1 409	2 274	29 993
Autres provisions pour dépréciations	506 159	200 000		706 159
TOTAL (III)	2 780 904	201 409	2 274	2 980 039
TOTAL GENERAL (I + II + III)	4 645 827	581 381	518 566	4 708 642
Dont dotations et reprises d'exploitation		89 291	233 566	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		492 090	285 000	
dépréciations des titres mis en équivalence				



M. C. L.

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières				1 008 555		1 008 555
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				1 008 555		1 008 555
Clients douteux ou litigieux				31 869	31 869	
Autres créances clients				599 154	599 154	
Créances représentatives de titres prêtés		Prov pour dép ent constituées.				
Personnel et comptes rattachés				9 876	9 876	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques						
Impôts sur les bénéfices						
Taxe sur la valeur ajoutée				110 615	110 615	
Autres impôts				73 318	73 318	
Etat - divers						
Groupes et associés				1 201 203	1 201 203	
Débiteurs divers				614 551	614 551	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				2 640 586	2 640 586	
Charges constatées d'avance				45 443	45 443	
TOTAL DES CREANCES				3 694 585	2 686 029	1 008 555
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			519 027	519 027		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			12 703 932	7 902 966	4 345 069	455 897
Fournisseurs et comptes rattachés			4 276 808	4 276 808		
Personnel et comptes rattachés			1 012 991	1 012 991		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			675 304	675 304		
Etat et autres collectivités publiques						
Impôts sur les bénéfices						
Taxe sur la valeur ajoutée			844 620	844 620		
Obligations cautionnées						
Autres impôts			472 390	472 390		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
Groupes et associés			2 005	2 005		
Autres dettes			553 521	553 521		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance			4 762	4 762		
TOTAL DES DETTES			21 065 360	16 264 394	4 345 069	455 897
Emprunts souscrits en cours d'exercice			4 000 000	Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice			4 428 546			



MAL

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Total passif d'impôt futur		
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	1 286 213	1 281 423
Participation des salariés		
Autres charges non déductibles temporairement	72 153	83 345
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	943 526	943 526
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	2 301 892	2 308 294
Total actif d'impôt futur	767 297	769 431
Situation nette	767 297	769 431

(1) Taux d'impôt :	34,43	34,43
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	33,33	33,33
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30	3,30
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :		



M. L.

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 176
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	999 187
Dettes fiscales et sociales	537 736
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	477 458
Total	2 027 556

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	180 000
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	2 255
Autres créances	455 314
Disponibilités	
Total	637 569



Manet

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	21 490		
LOYERS MAGASINS	9 485		
CHARGES SUR LOYERS	167		
AVANCE PERMANENTE S/CHRGES LOCATIV	13 089		
CCA FRAIS DE DEPLACEMENT	1 212		
TOTAL	45 443		

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
AUTRES PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	4 762		
TOTAL	4 762		



Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Crés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2018	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 674 477			1 674 477	18
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	1 674 477			1 674 477	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	48 487 653	51 022 294	-4,97%
Production vendue biens	115 997	72 795	59,35%
Production vendue services	809 120	532 397	51,98%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	47 866 782	50 986 387	-6,12%
Chiffres d'affaires nets-Export	1 545 989	641 100	141,15%
Chiffres d'affaires nets	49 412 770	51 627 487	-4,29%



Manet

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-2 835 452	-1 866
Résultat exceptionnel	-1 448 411	
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	-4 283 863	-1 866

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
AMENDES - PENALITÉS	237	
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	39 362	
DIFFERENCE DE CAISSE	5 460	
DOMMAGES ET INTERETS	80 648	
DOTATIONS AMORT EXCEPTIONNEL	104 630	
ECART PROVISION DIVERSES	9 804	
ECARTS WEB	7 790	
ERAM SCHUHE	26 250	
FORCO	33 000	
FRAIS FERMETURE	9 880	
PERTES SUR REGLEMENTS	100	
REGULARISATION CHARGES LOCATIVES	52 702	
VNC CONSTRUCTIONS	130 186	
VNC IMMO INCORP	2 038 243	
VNC TERRAINS	56 514	
VOL ESPECES CHEQUES	4 338	
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	200 000	
PROVISION FERMETURE	292 080	
AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS		16 080
ECARTS CAISSE		580
ECARTS REGLEMENTS		1 377
INDEMNITES RESILIATIONS		150 000
PDTS CESSIONS CONSTRUCTION		131 866
PDTS CESSIONS IMMO INCORP		930 000
PDTS CESSIONS TERRAINS		56 514
REGULARISATION CHARGES LOCATIVES		40 536
REGULARISATION PROVISION		25 474
REGULARISATION PROVISION AGEFIPH		5 416
REPRISE PROVISION RISQUES ET CHARGES		285 000
TOTAL	3 091 234	1 642 823



M. L.

Effectifs

Effectif	Effectif/moyen salarié		Effectif/moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif/moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	36	33			36	33
Agents de maîtrise assimilés cadres	48	54			48	54
Agents de maîtrise, techniciens	56	51			56	51
Employés	275	266			275	266
Ouvriers	10	9			10	9
Autres						
TOTAL	425	413			425	413

L'effectif moyen du personnel est de : 425,00 .



MMaL'

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés

conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
ERAM - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE (SIREN : 388 583 239)	SAS	73 600 000	100 %



Mane